

**La guerre nous coûte la terre** - Déclaration du GDAMS 2024  
Journées mondiales d'action sur les dépenses militaires - du 12 avril au 15 mai 2024

**Désarmement maintenant pour sauver les peuples et la planète**

L'humanité est à un carrefour où les décisions politiques sur les budgets de défense détermineront la trajectoire des multiples crises dans lesquelles nous sommes plongés.

Les guerres et les conflits armés dévastent des régions entières du monde. Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 19 % entre 2013 et 2022 selon les chiffres du SIPRI, et ont augmenté chaque année depuis 2015. Pourtant, de Gaza à l'Ukraine, en passant par la RDC, le Soudan, le Myanmar ou le Manipur, rien n'a été fait pour résoudre les conflits persistants ni pour réduire les tensions mondiales. Au contraire, l'augmentation des dépenses militaires et l'intensification du militarisme n'ont fait qu'accroître la volatilité de la paix et de la coopération mondiales. La hausse des températures modifie les schémas climatiques de manière profonde et extrême. Des millions de personnes subissent déjà les conséquences désastreuses du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, amplifiées par les conflits violents. Ces fluctuations météorologiques et climatiques ont des répercussions directes sur l'habitabilité des territoires et sur l'avenir des conditions de vie décentes et durables pour tous.

Le monde est à la croisée des chemins géopolitiques, alors même que nous nous éloignons de la période de l'après-guerre froide pour entrer dans une nouvelle ère de multipolarité et que, de manière inquiétante, les dirigeants mondiaux s'appuient de plus en plus sur des solutions militarisées. Aujourd'hui, les dépenses militaires sont présentées comme une nécessité pour maintenir tous les aspects de la sécurité. Entre-temps, un vaste réseau d'intérêts et de pouvoir mondial est apparu, dirigé par un très petit nombre d'acteurs privés supranationaux qui contrôlent les entreprises et influencent les gouvernements d'une manière purement antidémocratique. Il s'agit d'un réseau de pouvoir mondial qui inclut et relie les entreprises militaires et d'énergie fossile. Un réseau dans lequel la militarisation ne cause pas seulement la mort de centaines de milliers de personnes, mais devient également instrumentalement responsable du désastre environnemental en protégeant les intérêts des combustibles fossiles et des entreprises prédatrices. Un réseau qui s'efforce, directement et indirectement, d'empêcher l'adoption de mesures susceptibles d'atténuer la crise environnementale planétaire et les souffrances de millions de personnes. Un réseau qui n'hésite pas à tirer profit des ventes d'armes à des acteurs génocidaires, comme en témoigne le soutien militaire apporté à Israël pour qu'il poursuive ses attaques incessantes contre Gaza. Nous devons garantir un pouvoir démocratique dans le monde entier.

Les dépenses militaires n'alimentent pas seulement les guerres et les conflits armés dans le monde entier, elles absorbent également des ressources qui pourraient être consacrées à la lutte contre le changement climatique, à l'investissement dans la justice mondiale (y compris les objectifs de développement durable des Nations unies) et à la promotion de la transformation pacifique des conflits et du désarmement. Les armées sont parmi les plus gros consommateurs de carburant au monde, représentant 5,5 % des émissions mondiales, tandis que l'utilisation de produits chimiques pollue les terres autour des bases militaires, les empoisonnant pour des générations. L'utilisation continue de mines et d'armes à sous-munitions, ainsi que d'armes conventionnelles, rend les terres inhabitables pour des générations. Le coût d'opportunité des dépenses militaires nous coûte la Terre.

Nous sommes conscients que les défis actuels auxquels l'humanité est confrontée (guerres et conflits, crise climatique, crise sociale, crise de la démocratie, pandémies, déforestation, perte de biodiversité et bien d'autres encore) sont mondiaux et transfrontaliers. Ces défis requièrent un effort commun et coordonné qui ne peut être réalisé qu'en construisant de nouvelles alliances entre un large éventail d'acteurs - de la société civile aux institutions internationales, en passant par les États, les entreprises et les peuples - pour financer la justice, la paix et les droits humains.

Ensemble, nous devons faire pression en faveur d'une sécurité commune ou collective mondiale, fondée sur la confiance, la coopération et la solidarité. La réduction des dépenses militaires est une première étape nécessaire et la meilleure occasion de construire la paix et de créer un monde durable avec de la dignité pour tous.

À cette fin :

Nous appelons les gouvernements à réduire les dépenses militaires et à s'attaquer plutôt aux défis mondiaux urgents qui requièrent toutes les ressources disponibles. Nous devons dénoncer les intérêts cachés et les pressions du complexe militaire-industriel.

Nous appelons à des efforts réels en faveur du désarmement mondial, de l'arrêt du commerce des armes et de la cessation des livraisons d'armes aux pays en conflit. Il est temps que l'Assemblée générale des Nations unies se prononce sur une date et une structure définitive pour une quatrième session extraordinaire sur le désarmement, en notant que la dernière session a eu lieu il y a 36 ans et que les États ont négligé leur responsabilité et leur devoir de poursuivre le désarmement dans le cadre des Nations unies.

Nous demandons aux gouvernements de donner la priorité à la justice plutôt qu'aux profits tirés du commerce des armes ; nous leur demandons en particulier de cesser de fournir des armes à Israël et d'en acheter, et d'utiliser tous les moyens existants pour obtenir un cessez-le-feu et mettre fin au génocide à Gaza.

Nous appelons à une discussion sincère et active sur des architectures de sécurité internationales et régionales nouvelles et réactives, fondées sur les idées fondamentales de la sécurité commune et sur le *nouvel agenda pour la paix* du secrétaire général des Nations unies, António Guterres. De Gaza au Soudan en passant par le Myanmar, les conflits ne seront pas résolus par des moyens militaires. Nous appelons à un cessez-le-feu mondial ; la logique de la paix doit prévaloir sur la logique de la guerre.

Nous appelons à une nouvelle géopolitique qui laisse derrière elle les guerres et la violence, en créant des structures de gouvernance mondiale dans une atmosphère de coopération et de dialogue. Une nouvelle ère post-violente doit s'épanouir, fondée sur une culture de la paix, des principes féministes et une résolution des conflits basée sur le dialogue.

Nous appelons les gouvernements à agir maintenant. Un véritable plan de décarbonisation est nécessaire de toute urgence. Nous dénonçons également les grandes entreprises de l'industrie fossile qui ont détourné et coopté les gouvernements mondiaux.

Nous appelons la société civile aux niveaux local, national, régional et international à s'unir dans la campagne mondiale sur les dépenses militaires, à renforcer le mouvement mondial pour la paix et la justice, et à défier les décideurs qui cherchent à justifier un militarisme sans fin au nom de notre sécurité.

### **Plus d'information ici:**

Site web de GCOMS/GDAMS: [www.demilitarize.org](http://www.demilitarize.org)

Journées Mondiales d'Action sur les Dépenses Militaires (GDAMS) sont une initiative du Bureau International de la Paix (IPB).

La première édition a eu lieu en 2011. L'édition 2024 commence le 12 avril et termine le 15 mai.